

Sujet inédit – L'inclusion scolaire

➤ Corrigé de l'exposé

• Travail préalable

1. Analyser le sujet

- thème du sujet : l'inclusion scolaire et donc les élèves en situation de handicap.
- Trois questions sont posées : la première correspond à la définition d'un concept (principe de ce concept et socle de valeurs auxquelles il se réfère), la seconde correspond à la mise en œuvre pratique (qui, quoi comment ?), la troisième vous projette dans le métier et vous demande de vous positionner, notamment face à une réaction précise. La réponse à la troisième question s'appuiera sur les deux précédentes.
- Trois textes sont proposés : les deux premiers institutionnels (texte 1 axé sur un cas précis : l'autisme, texte 2 : extrait d'un guide pour la scolarisation des enfants et adolescents handicapés), le troisième est une tribune libre qui développe un point de vue critique et propose des remédiations. La réponse à la première question peut s'appuyer sur les 3 textes. La réponse à la seconde question utilisera surtout le texte 2 et, dans une moindre mesure, le texte 3. Elle devra être complétée de vos connaissances. La réponse à la troisième question nécessite un argumentaire plus personnel s'appuyant sur les propos précédents.

2. Analyser le dossier en lien avec les questions posées

Nous ne livrons pas, pour ce sujet l'analyse des textes qu'il vous reviendra d'opérer et dont vous retrouverez les éléments dans l'exposé proposé.

3. Remobiliser ses connaissances pour clarifier les notions et compléter le propos

- Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, en matière de scolarisation, notamment le droit à l'éducation pour tous les enfants au plus près de leur domicile en milieu ordinaire (Voir fiche 23 § 1)
- Principaux dispositifs de scolarisation des élèves en situation de handicap et du rôle des différents acteurs : MDPH ; Commission des droits et de l'autonomie ; projet personnalisé de scolarisation ; rôle du professeur référent et de l'équipe de suivi ; fonctionnement ouvert d'une CLIS... (Voir fiche 23 § 2)
- Principe d'égalité : « La France assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », article 1, Constitution 1958. (Voir fiche 3 § 2.A)
- Valeur : égalité, fraternité (Voir fiche 2)
- À réinvestir : programmes : instruction civique et morale ; école ouverte : acceptation de la différence, mixité ; socialisation (Voir fiche 4, info+ sur la socialisation...)

4. Structurer les axes de réponse

Pas de difficulté majeure, les questions étant très guidées.

Question 1

- Remplacer dans un contexte historique : exclusion, mise à part, intégration puis inclusion ;
- Puis tenter de définir le principe d'inclusion ;
- Et enfin, citez les valeurs en œuvre.

Question 2

Conservez la structure des sous-questions :

- Qui décide ?
- Comment l'organiser ?
- Comment l'évaluer ?

Question 3

C'est celle qui permet le plus d'initiative. Elle combine deux questions : l'une générale autour des attitudes, l'autre très ciblée sur la réponse à donner aux

réactions de quelques parents. On peut structurer la réponse selon ces deux axes au risque de certaines redondances. On peut plus lier ces deux questions et les intriquer. Il faut alors trouver comment structurer la réponse. Le triple point de vue peut fonctionner :

- Point de vue réglementaire et déontologique
- Point de vue éthique
- Point de vue éducatif et pédagogique

On peut aussi combiner les deux approches : le triple point de vue, puis quoi dire à ces parents.

- **Exposé du candidat**

Introduction

Accroche

L'année 2003 fut déclarée année européenne des personnes handicapées. Le Président de la République, Jacques Chirac, avait fait de l'intégration des handicapés l'une de ses priorités. Des politiques à destination du monde du travail ont été mises en place afin de favoriser l'accès à des emplois aux handicapés. Les communes et collectivités locales ont été sollicitées pour améliorer l'accessibilité aux différentes infrastructures. L'école se devait de s'inscrire dans ce mouvement global et le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche a fait de l'intégration des handicapés un axe fort de sa politique. Une loi est venue marquer ce volontarisme de l'État. La loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées affirme le droit des élèves handicapés à l'éducation et engage la responsabilité du système éducatif. Les différents gouvernements successifs ont tenté d'améliorer la situation qui trop souvent reste encore difficile pour de nombreuses familles confrontées au handicap.

Questionnement et présentation de la logique de l'exposé

Ce dossier aborde justement le cas les situations de handicap : un premier texte émanant du site du gouvernement aborde le cas de l'autisme et développe le principe d'inclusion scolaire, le second texte est un extrait du *Guide pour la scolarisation des enfants et adolescents handicapés*, publié par le MEN et la MAIF en 2012, et le troisième texte consiste en une contribution personnelle qui pointe certains écueils et invite à un changement de paradigme quant à la scolarisation des élèves en situation de handicap.

Il m'est tout d'abord demandé d'expliquer sur quels principes et valeurs est construite l'inclusion scolaire puis comment fonctionne la scolarisation des enfants en situation de handicap et plus précisément : Qui décide ? Comment s'organise-t-elle ? Qui l'évalue ?

Ensuite, la consigne vise à me faire prendre position et à expliciter mon positionnement. Je lis la question : « Quelles attitudes professionnelles nécessite-t-elle de la part d'un professeur des écoles exerçant dans une classe ordinaire et comment réagir à la demande de parents de retirer un élève en situation de handicap de cette classe ordinaire ? Je vais tenter de faire valoir quel positionnement est acceptable réglementairement, déontologiquement, éthiquement et pédagogiquement.

1. Le principe de l'inclusion scolaire

Replacer dans le contexte historique

Il me semble utile de replacer les éléments dans une perspective historique. Les termes employés traduisent d'ailleurs l'évolution des mentalités.

Jusqu'au début du XXe siècle, les enfants handicapés que l'on qualifiait « d'anormaux » étaient exclus des écoles sans concessions. Au cours du XXe siècle ont été créées les classes de perfectionnement pour enfants « arriérés » qui se transforment peu à peu en un outil de ségrégation. Différentes structures destinées à accueillir les enfants « inadaptés » voient le jour dans les années 50 et 60, mais on continue à les mettre à part. Il faut attendre les années 70 pour assister à l'émergence progressive d'une politique d'intégration. L'institution tente de donner corps à cette volonté d'intégration en mettant en place différents dispositifs successifs fondés sur la prévention de l'exclusion liée au handicap et vers l'intégration en actes. Ainsi un certificat spécial est créé pour des enseignants qui se spécialisent est mis en place dans les années 80 avec des options (A, B, C, D, E, F, G) ne désignant plus une catégorie d'enfants mais des types de réponses pédagogiques à déployer, remplacé en 2004, par le CAPA-SH et le 2CA-SH. On est dans une logique d'intégration scolaire.

Le principe de l'intégration scolaire est en quelque sorte de faire venir les enfants qui se trouvent en dehors de l'école dans le sein de l'école et que chacun (l'élève et l'équipe pédagogique) fasse un effort d'adaptation. C'est quand même plutôt à celui qui est accepté dans le sein de l'école de s'intégrer.

Clarifier le concept d'inclusion, les principes fondateurs

Depuis quelques années on passe du principe d'intégration à celui d'inclusion sans pour autant que la différence avec l'intégration soit toujours très claire comme le souligne l'auteur du troisième texte qui écrit « on parle de plus en plus d'une école "inclusive", sans qu'on sache vraiment ce que veulent dire les interlocuteurs quand ils brandissent cette notion. Très vite, on comprend que souvent il est fait référence à la loi de 2005 qui évoque l'égalité des droits et des chances ainsi que la participation et la citoyenneté des personnes handicapées »

La loi de 2005 à laquelle le texte 1 fait aussi référence est un tournant. Elle marque le principe d'inclusion scolaire en spécifiant que la scolarisation doit autant que peut se faire être pratiquée en milieu ordinaire. L'idée est que chaque enfant puisse apprendre dans l'environnement le plus « normal » ou le moins restrictif possible.

Le principe éthique d'inclusion est bien que le lieu d'accueil naturel pour tout enfant quel qu'il soit est une école et que c'est à l'école de s'adapter à la diversité des enfants qu'elle accueille en misant sur l'égalité éducabilité de chacun et en différenciant les enseignements. Le texte 2 promeut ainsi « le droit à l'école pour tous » et rappelle que « tout enfant handicapé est de droit un élève ». Le premier texte précise que « pour l'enfant avec autisme, en raison de son déficit naturel d'acquisition des codes sociaux, l'insertion en milieu scolaire ordinaire est la réponse la plus appropriée ».

L'éducation inclusive est fondée sur l'idée que :

- l'éducation publique est universelle : elle doit être offerte équitablement à tous les élèves d'un quartier dans un milieu d'apprentissage inclusif commun, c'est-à-dire partagé avec des pairs correspondant à leur âge ;
- l'éducation publique doit être individualisée : elle doit miser sur la réussite de chaque élève, tenir compte de ses besoins et chercher à chaque fois quel est le meilleur intérêt de l'élève ;
- l'éducation publique doit être capable de s'adapter à la diversité des situations et aux réalités des élèves et se doit donc d'être souple.

Le texte 2 précise d'ailleurs que les objectifs de la scolarisation sont des objectifs d'apprentissage qui reposent sur les programmes scolaires en vigueur et le « socle commun de connaissances et de compétences ».

L'auteur du troisième texte indique dans son titre ce que cela suppose : « plus qu'un accueil, offrir une vraie scolarité à tous ». Ce titre résume bien le principe de l'inclusion. L'auteur apporte une nuance et développe un constat plus mesuré. Tout en reconnaissant, comme les auteurs du texte 2, les avancées permises par la loi de 2005, il indique en quelque sorte qu'on en est au milieu du gué et qu'il reste encore du chemin à parcourir pour que d'une part les enseignants s'approprient le concept d'école inclusive, et que la communauté éducative change de paradigme en passant d'une école qui accueille la différence à une école qui par « une très forte différenciation des pratiques éducatives », des moyens encore accrus, des attitudes d'attention, de compétences ou de bienveillance soit dans une vraie logique de réelle scolarisation des élèves en situation de handicap.

En venir aux valeurs

L'inclusion scolaire s'appuie sur les valeurs phares de la Nation française gravée au fronton des lieux public : liberté, égalité, fraternité.

Elle repose sur un système de valeurs qui croit en l'éducabilité de chacun, à la mixité dans tous le sens du terme à l'acceptation de l'autre. Elle rappelle aux communautés scolaires que tous les apprenants doivent être accueillis sur la base d'un droit égal. Elle mise sur la défense du meilleur intérêt de l'enfant et sa participation active à ses apprentissages et à la vie scolaire. Elle vise pour l'enfant en situation de handicap le sentiment d'appartenance à une communauté, le développement social ainsi qu'une interaction positive avec ses pairs et sa communauté scolaire. Elle promeut chez la jeune génération les valeurs de l'écoute, de l'entraide, du partage, de la tolérance.

Pour repartir vers le concept et tenter de mieux le conceptualiser pour ainsi dire plus concrètement et l'intégrer dans les pratiques.

L'inclusion ne consiste pas en un nivellement qui nie les différences. Pour reprendre la formule de Bourdieu l'école ne doit pas être indifférente aux différences mais bien au contraire reconnaître la diversité et développer des solutions pédagogiques et éducatives qui tiennent compte de cette diversité.

Le handicap est à considérer comme une spécificité parmi d'autres et il devient logique que l'école se voit imposer un « devoir de scolarisation » et non plus simplement d'accueil. L'enfant handicapé est avant tout un enfant. Comme tout enfant de notre Nation, sa place est à l'école de la Nation. De ce fait l'enseignant a l'impérieux souci de faire progresser chaque élève quelles que soient ses particularités.

Il ne s'agit pas, dans cette logique, de nier les contraintes réelles et certains problèmes. Le guide précise bien que « pour les élèves lourdement handicapés, les compétences à maîtriser peuvent être redéfinies. Mais c'est là une différence de degré, pas de nature, avec les autres élèves. ». Ainsi on sait qu'il faut continuer à développer des plans de compensations, le recours à des AVS, à des maîtres spécialisés. On sait que, dans certains cas, il faut scolariser à plein temps ou temps partiel dans des CLIS ou même dans des établissements spécialisés. Tous ces éléments seront développés dans ma seconde partie.

De plus, l'inclusion scolaire ne consiste donc pas à demander aux enseignants de se substituer aux professionnels formés. D'ailleurs le texte 1 précise bien au contraire qu'il faut renforcer les aides que sont les AVS et les professionnaliser. L'idée est bien plus de mutualiser les compétences dans de vraies équipes travaillant ensemble pour permettre autant que peut se faire aux élèves en situation de handicap de progresser dans le cadre scolaire, de faire partager à tous les élèves des expériences communes, de développer des références culturelles communes et de

permettre à chacun de valoriser ses compétences, sa personnalité et de trouver sa place dans la société.

2. La scolarisation des élèves en situation de handicap en milieu ordinaire.

Reprenez les éléments figurant dans la fiche 23 § 2 et adaptez votre propos au libellé du sujet.

Je vais dresser les grandes lignes du fonctionnement de la scolarisation des élèves en situation de handicap en milieu ordinaire.

Qui décide ?

Je vais supposer que la détection du handicap a été opérée. Un enfant est déclaré en situation de handicap par la commission compétente de la Maison Départementale des Personnes Handicapées mentionnée par le document 2. Cette maison, la MDPH, offre un guichet unique pour améliorer l'accueil, l'information et l'aide apportée aux élèves handicapés et à leur famille.

Le guide précise bien que c'est l'équipe pluridisciplinaire qui évalue les besoins de chaque élève handicapé et propose un plan personnalisé de compensation. Ce plan concerne toute la vie de l'élève y compris en dehors de l'école. Il intègre un projet personnalisé de scolarisation, le PPS, qui concerne la scolarisation. Concrètement un projet de plan de compensation et de PPS est rédigé par l'équipe pluridisciplinaire en accord avec les parents. Ce projet est soumis à la commission des droits et de l'autonomie, la CDA qui fait partie de la MDPH. La CDA valide ou modifie le projet rédigé par l'équipe pluridisciplinaire. Le texte 2 rappelle que c'est la commission des droits et de l'autonomie décide des mesures à mettre en place, sur la base de l'évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire et qu'ensuite « l'éducation nationale met en œuvre les mesures décidées par la MDPH, en partenariat avec les établissements sanitaires ou médicosociaux et les collectivités territoriales ».

C'est donc bien cette commission qui sur la base de l'évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire, des souhaits exprimés par la personne handicapée ou son représentant légal dans son projet de vie et du projet de plan de compensation proposé, est décisionnaire. L'école se doit de respecter ses décisions.

Comment peut-elle s'organiser ?

Comment cela se passe-t-il ensuite concrètement ?

L'élève en situation de handicap est inscrit prioritairement dans l'école ou l'établissement scolaire le plus proche de son domicile qui devient alors son établissement de référence

Le parcours scolaire de l'élève s'effectue prioritairement en milieu ordinaire, dans l'école de référence, le cas échéant dans une autre école, ou en partie ou à temps partiel dans des classes d'inclusion scolaire (CLIS), ou dans un établissement spécialisé (de type médico-éducatif ou sanitaire), ou encore en temps partagé entre l'école ou l'établissement et l'établissement spécialisé.

C'est seulement avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal qu'il peut être inscrit dans une école ou un établissement scolaire autre que cet établissement de référence. Ainsi, si l'école la plus proche ne comporte pas de CLIS et que le PPS prévoit une fréquentation à mi-temps d'une classe ordinaire et d'une CLIS, par commodité pour que l'enfant qui puisse fréquenter la classe ordinaire et la CLIS d'une même école on peut déroger au principe de l'inscription dans l'école de quartier. Mais dans tous les cas les parents ne sont pas mis devant des faits accomplis et les choses sont contractualisées dans le PPS. Même si l'élève suit les enseignements ailleurs que dans l'école de référence il conserve son école de référence. Et le premier texte insiste sur un point fondamental : « pour les élèves

ayant un degré développemental et intellectuel suffisant, l'inclusion en classe ordinaire est la règle ». Quitte à ce que des professionnels aident l'enseignant. Le texte 1 développe un paragraphe entier sur les AVS. L'accompagnement des élèves en situation de handicap est un vaste chantier qui a progressé comme le souligne le document 2. Il faut encore aller plus loin en termes de nombre d'AVS, le gouvernement s'y engage et dans leur professionnalisation notamment au travers de leur formation et l'élaboration d'un référentiel métier mais aussi de leur reconnaissance sociale.

Comment est-elle évaluée.

Venons-en à l'évaluation du dispositif.

Un enseignant référent est désigné qui anime une équipe de suivi de la scolarisation. Elle comprend bien sûr l'enseignant référent mais aussi les autres enseignants, des personnels médicaux et sociaux, les parents d'élèves. Elle est réunie par l'enseignant référent à chaque fois que nécessaire.

Les réunions ont pour but d'évaluer le parcours, faciliter la mise en œuvre, assurer le suivi du projet et, le cas échéant, proposer des adaptations à la commission des droits et de l'autonomie (CDA) qui, rappelons-le, est la seule à décider.

3. Les attitudes professionnelles à développer et la réponse à donner aux parents

J'en viens à présent à la dernière partie de mon exposé : quelles attitudes professionnelles l'enseignant doit-il développer et que répondre à des parents qui s'opposent à l'inclusion d'un enfant en situation de handicap ?

Je me positionnerai en fonction de trois critères : réglementaires, déontologiques et éthiques, et enfin pédagogiques, éducatifs.

Le respect de la loi et des règles

Il s'agit en premier lieu de respecter les lois et les règles et de le faire savoir aux différents partenaires dont les parents. En conséquence, il s'agit de manifester une position de principe très claire : il n'est pas envisageable de retirer l'enfant en situation de handicap de la classe. Il ne revient pas à l'enseignant de remettre en cause une telle décision mais au contraire de faciliter son application. La décision a été prise par une instance : la CDA. Elle a force de loi. Face aux parents, il convient d'être très clair et ferme à ce sujet.

Reste néanmoins la possibilité réglementaire que la commission de suivi propose à la CDA de revoir sa décision de scolarisation dans une classe ordinaire. Je n'y serai favorable qu'en cas de graves problèmes difficiles à surmonter et ne prêterai pas flanc à ceci, cette fois-ci pour des raisons déontologiques, éthiques.

Une posture déontologique et éthique

En effet, dans la droite ligne des valeurs qui sous-tendent l'inclusion scolaire que j'ai abordées en première partie, deux principes ou valeurs m'animent.

Le principe d'égalité en premier lieu. Dès lors que la Constitution de 1958 garantit que « la France assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », on peut y ajouter sans discrimination à l'égard des handicaps. La scolarisation est un « droit fondamental » de l'enfant que cet enfant soit handicapé ou non. De plus, il s'agit bien du droit à fréquenter le « milieu scolaire ordinaire » comme nous l'avons vu précédemment. L'enseignant doit adhérer et promouvoir cette vision humaniste des missions de l'Éducation nationale. L'école doit être accessible à tous et doit tenir compte des spécificités de chacun.

Je rappellerai cette valeur aux parents tout comme, même s'il semble désuet et qu'on s'y réfère moins, je rappellerai le dernier terme de la devise française :

fraternité. Où mieux qu'à l'école faire vivre cette valeur ? L'intégration des enfants handicapés à l'école est logique si l'on se réfère aux missions de celle-ci et aux valeurs défendues.

Une posture éducative et pédagogique

Et, finalement, il s'agit d'une démarche cohérente avec la conception actuelle de l'école et tout à fait pertinente au point de vue éducatif et pédagogique.

La scolarisation des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire peut permettre de faire changer l'attitude et le regard des non-handicapés. Je me place ainsi dans une visée éducative sur les enfants non-handicapés afin d'en faire des adultes plus tolérants et solidaires. En effet quoi de mieux que d'agir en amont de la vie d'adulte pour faire changer les mentalités ? Le regard sur le handicap commence à changer. Nous pouvons peut-être y voir les résultats des politiques volontaristes menées ces dernières décennies notamment à l'école. Il faut encore renforcer ceci pour ne pas s'arrêter en route.

L'école est un creuset de la mixité. Les enfants, garçons et filles, de différentes cultures, origine ethnique, sociale, et parfois, c'est ce qui nous intéresse, handicapés, se côtoient dans les mêmes écoles publiques sans ségrégation.

De ce fait, l'école, lieu de socialisation, prépare le citoyen de demain. Socialiser au sens premier du terme c'est apprendre à faire vivre ensemble. L'enfant forme sa personnalité en partie à l'école. On gage qu'en côtoyant dès le plus jeune âge des enfants handicapés on développera en lui des valeurs et des comportements sociaux collectifs et individuels.

À un moment où l'instruction civique et la morale sont mises en exergue, l'inclusion d'un enfant handicapé dans une classe constitue un formidable moyen de développer l'acceptation de la différence, la tolérance, le respect de l'autre et bien sûr la solidarité.

Découvrir l'autre avec ses points communs et ses différences permet aussi de se découvrir et de se construire soi-même. Il y a enrichissement mutuel.

Une posture réaliste qui tient compte des réactions des partenaires

Pour autant il ne faut pas nier les problèmes et savoir aussi être à l'écoute des parents inquiets.

Les parents manifestent des craintes. J'essayerai de comprendre un peu mieux le moteur de ces réticences.

Les parents peuvent invoquer le fait que leurs enfants sont perturbés par la présence de l'enfant handicapé. En quoi le sont-ils ? Est-ce parce que cet enfant pose de réels problèmes ? A-t-il des réactions violentes ? Des préjugés fonctionnent-ils ? Souvent, dans une logique individualiste d'efficacité maximum pour leur propre enfant, certains parents s'inquiètent de tout ce qui pourrait freiner les progrès de leur enfant. L'enseignant ne risque-t-il pas de trop se mobiliser sur l'enfant handicapé au risque de négliger le reste du groupe ? L'enfant handicapé ne risque-t-il pas de tracter le niveau vers le bas ?

Ces interrogations, pour le moins légitimes, trouvent réponse dans les arguments que j'ai développés précédemment et il faut mettre en avant la réciprocité des bénéfices. La présence d'un enfant handicapé n'est pas un « moins » mais peut se révéler un « plus » et ceci pour l'ensemble des élèves. En fait, il s'agit de concilier à la fois le droit à la scolarisation pour l'enfant en situation de handicap et le droit à la sécurité pour tous les enfants.

Que pourrai-je faire en tant que futur(e) enseignant(e) pour essayer de convaincre de cela ces parents inquiets ?

Il faut dès le départ effectuer le rappel à la loi comme je l'ai dit précédemment, et être ferme sur le fait que l'on ne fonctionne pas sur le mode du chantage et la menace.

Mais il faut aussi être à l'écoute des inquiétudes, y répondre et dédramatiser.

Il faudrait leur expliquer que s'il y a des problèmes précis et identifiés, on trouvera des solutions aisément. Mais qu'en aucun cas, on fera de cet enfant un bouc émissaire. Dans la classe, l'enseignant est à même de gérer les situations parfois conflictuelles. Ainsi, par exemple, s'il est avéré que l'enfant est la cause des troubles lors de la récréation, alors l'équipe pédagogique veillera à renforcer la surveillance notamment en affectant un adulte auprès de lui.

Je pourrai ensuite en revenir à un registre civique. La présence d'un camarade handicapé va faire changer le regard de l'enfant sur l'autre, le faire réfléchir sur le sens même de la société et de son fonctionnement. Les arguments développés en première partie pourraient ainsi être utilisés.

Mais ce seul argument, à mon avis, ne saurait convaincre totalement ces parents inquiets. Il faudrait se placer dans un registre pédagogique. Je pourrai expliquer que la pédagogie différenciée permet une prise en compte des difficultés de chacun sans dommage pour l'ensemble du groupe. Ainsi, on pourrait expliquer aux parents que cet enfant handicapé peut être un moteur d'innovation pédagogique et permettre à l'enseignant et à toute l'équipe d'enrichir leur palette pédagogique. Et ceci sera bénéfique pour tous. Finalement, la présence de cet enfant handicapé va permettre à tous d'apprendre autrement et parfois mieux.

Conclusion

Commencez par le bilan.

Par le passé, les handicapés étaient mis à l'écart dans des structures spécialisées.

Depuis quelques décennies, un changement radical et salutaire de paradigme s'est fait jour : il s'agit de scolariser en milieu ordinaire. Il semblerait que la société ait changé et que l'inclusion des enfants en situation de handicap soit consensuellement approuvée... du moins en théorie... jusqu'à ce que l'on se trouve confronté à des cas concrets d'inclusion. Les choses ne sont pas si simples lorsqu'un cas réel se présente. Surgissent alors des réticences, des inquiétudes notamment de la part des parents mais aussi, il faut le dire, de certains enseignants. Dans les faits, il n'est pas si facile de faire changer les mentalités et les tentations encore fortement ancrées de mise à part.

L'enseignant doit alors faire preuve d'écoute bienveillante, de fermeté et de pédagogie pour défendre et promouvoir les valeurs et principes inaltérables de la République.

Vous pouvez garder une des idées du dossier pour en faire votre ouverture.

Ceci dit, il n'est pas professionnel des situations de handicap. Et même s'il travaille de pair avec les professionnels, il lui faut appréhender un certain nombre d'éléments. Pour cela il doit être formé peut être à certaines techniques mais aussi et avant tout comme le demande Marc Serrand « à changer sa posture, son regard, à devenir attentif et bienveillant, à comprendre que le handicap a aussi des choses à apporter à la classe ».

➤ Questions susceptibles d'être posées par le jury et éléments de réponse

Nous vous proposons quelques grands axes de questionnement c'est-à-dire des questions susceptibles d'être posées lors de l'entretien.

Vous avez brièvement mentionné l'enseignant référent. Dites-nous en plus sur son rôle.

Cet enseignant spécialisé est mandaté par la MDPH pour suivre le projet de l'enfant, de sa première scolarisation à son entrée dans la vie active. Ses missions sont essentiellement de mise en lien, de mise en relation, d'explicitation. Il ne prend pas les décisions, n'agit pas directement mais va être l'interlocuteur unique de l'ensemble des intervenants. C'est le pivot dans l'accompagnement de l'élève, des parents, du travail des équipes, la personne ressource. Il anime l'équipe de suivi de la scolarisation comme je l'ai précisé dans l'exposé.

Savez-vous qui sont les membres de la MDPH.

La MDPH, est placée sous la responsabilité du président du conseil général. Ses membres sont des élus du département et de personnels de l'Éducation nationale.

Quel est l'intérêt de cette structure pour les parents et les éducateurs.

Elle offre un guichet unique pour améliorer l'accueil, l'information et l'aide apportée aux élèves handicapés et à leur famille.

Vous avez indiqué que la CDAPH finalisait le projet de compensation. Que peut comprendre un projet de compensation ?

La CDA propose à la personne handicapée ou à sa famille le Plan de compensation du handicap qui comprend deux séries de mesures. La première consiste en l'attribution de l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH), et des diverses prestations auxquelles l'enfant handicapé peut avoir droit.

La seconde consiste en la mise en place d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) que j'ai mentionné et qui définit les modalités de déroulement de la scolarité (orientation) coordonnées avec les mesures permettant l'aménagement et l'accompagnement de celle-ci.

Un enseignant peut-il diagnostiquer un handicap ?

Non, en aucun cas il ne diagnostique une pathologie (il n'est pas médecin). Il décèle des indices et il contacte les personnes ressources pour en faire état et avant tout les parents. Mais le diagnostic est établi par des médecins.

Qu'est-ce qu'un élève en grande difficulté ?

Élève en retard dans son cursus, très en dessous des moyennes d'évaluation nationale, très en retard dans l'acquisition des compétences.

Si un maître rencontre des problèmes avec un élève, que doit-il mettre en œuvre ? Vous allez envisager différents niveaux de difficultés et les réponses à y apporter.

Simple difficultés d'apprentissage : observation, entretien, évaluation, rencontre avec les parents et tentatives de remédiation différenciée.

Difficultés plus importantes : appel au RASED, au psychologue...

Difficultés très importantes, handicap supposé : contacter les commissions spécialisées.

Que veut dire RASED et à quel dispositif est-t-il intégré ?

Réseau d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté : formé d'un psychologue, d'un maître spécialisé E et d'un maître spécialisé d'option G (rééducateur). Il est intégré à l'ASH : Adaptation scolaire et scolarisation des élèves en situation de handicap.

Quel type de pédagogie le maître peut-il mettre en œuvre pour gérer l'hétérogénéité des élèves ?

Une pédagogie différenciée qui consiste à prendre en compte des particularités de chaque élève à mettre en place des activités individualisées suite à des évaluations diagnostiques.

En prenant l'exemple de la lecture, expliquez comment cet enseignant peut procéder ?

Il évalue les besoins de chaque élève. Il peut alors mettre en place des ateliers différents selon les besoins (déchiffrage, compréhension, lecture sélective...) avec des fiches spécifiques. On peut envisager dans ces ateliers un travail individuel ou des regroupements.

Comment ont évolué les pratiques d'évaluation et la conception des erreurs entre, par exemple, les années 60 et actuellement ?

Année 60 : évaluations de type sommatives principalement, erreur = faute ;
Actuellement : utilisation de la diversité des évaluations, erreur = outil d'apprentissage.

Comment expliquez-vous ceci ?

Par l'évolution des pratiques pédagogiques. Année 60 : modèle transmissif prépondérant ; actuellement : modèle socio-constructiviste, apprentissage de type appropriatif qui considère l'erreur comme processus normal de l'acquisition des savoirs. De plus s'est développée la prise en compte des acquis d'où l'évolution diagnostique.

Il existe plusieurs leviers différents à partir desquels l'enseignant peut mettre en place des stratégies permettant aux élèves d'utiliser leurs erreurs pour apprendre. Envisagez-en quelques-uns.

Verbalisation, de la discussion en groupe sur les erreurs = levier socio-cognitif (favoriser les interactions entre élèves à propos des erreurs) ; identification, explicitation, réexamination mentale et réflexion de l'élève sur ses stratégies et ses procédures = levier de la métacognition ; guidage de l'élève par l'adulte pour remédier à l'erreur = levier la zone proximale de développement.

Que pensez-vous de l'auto-évaluation ?

En utilisant des fiches auto-correctrices l'élève peut travailler en autonomie, ce qui facilite la mise en place une pédagogie différenciée par l'enseignant. Mais l'élève n'est pas un expert de la pédagogie. Il peut éprouver des difficultés à s'évaluer ou il peut tricher. Le maître doit contrôler que l'outil est bien utilisé.

L'effet Pygmalion peut-il avoir une influence sur l'évaluation ?

L'effet Pygmalion est la constitution subjective d'une représentation (qui a un impact sur les actes) par l'enseignant de l'élève sans tenir compte de ses réelles compétences. Elle peut interférer sur les pratiques d'évaluation. Un maître qui a placé beaucoup d'espoir en un élève sera inconsciemment influencé. S'il affirme que l'élève est fort en géométrie il aura tendance à le sur évaluer.

Quelles sont les répercussions sur l'élève ?

Lui donner une image biaisée de ce qu'il est. Quand l'élève est valorisé cela a indéniablement un effet stimulant et augmente les chances de réussite. Par contre s'il est surévalué, il risque de déchanter l'année suivante.

Certains auteurs pointent d'autres formes d'évaluations qu'ils qualifient d'implicites, de spontanées. Qu'est-ce que cela évoque pour vous ?

Face à un élève on est perpétuellement en train de le jauger de l'évaluer. Cette évaluation n'est pas matérialisée ni objectivée. Il arrive aussi que spontanément on formule des jugements : « tu as bien travaillé, tu n'as pas trop réussi cet exercice, c'est pas mal ». C'est aussi en quelque sorte une évaluation « sauvage ».

Quels obstacles voyez-vous à l'évaluation formative ?

Les poids des habitudes, la difficulté à s'en servir, les réticences des élèves et des parents qui ne voient de salut qu'en la note...

Toute évaluation n'est-elle pas normative ?

Une évaluation normative compare des compétences par rapport à une norme c'est à dire un modèle. Au sens statistique la norme est le comportement le plus courant. Toute évaluation organisée par un système est donc par définition normative. Il ne peut exister à l'école d'évaluation échappant à des repères qui sont les normes. L'idée d'évaluation normative n'est pas obligatoirement liée à celle de classement des individus les uns par rapport aux autres bien qu'on la restreigne souvent à cette définition.

Nous allons reprendre quelques-unes des tâches de l'enseignant. Á quoi correspond concevoir une situation d'apprentissage ?

En définir les objectifs, la situer dans la progression, définir les activités (durée, consignes, supports), identifier les obstacles, concevoir des situations de consolidation des acquis, d'entraînement, de mémorisation, de remédiation, d'approfondissement, de réinvestissement, d'évaluation

Qu'est-ce qu'une activité d'apprentissage ?

En fonction de la programmation et des objectifs cognitifs et méthodologiques	Des conditions proposées par le maître = - consignes - support - organisation de la classe - temps dévolu	Une tâche à réaliser par l'élève qui se traduit par une production = - texte, schéma, dessin - production orale - production technique (un montage...)
	Le maître évalue les productions pour s'assurer de la réussite de l'activité.	- Les élèves effectuent concrètement quelque chose.

Lorsqu'on envisage « l'étayage » par l'adulte que veut-on dire ?

Aide apportée par un expert (l'adulte) à un novice (l'enfant) pour lui permettre de résoudre un problème, de réussir une tâche qui sans cette aide, aurait été au-delà de ses possibilités. Aide à la reformulation, aide à la verbalisation d'une procédure, apport d'élément pour imaginer un protocole expérimental, etc.

Cette notion d'étayage développée par Bruner fait appel à un concept issu de travaux de la psychologie. Lequel ?

La zone proximale de développement : ce qu'est capable de faire l'enfant à l'aide de l'adulte mais pas encore tout seul. (Vigotsky).

Comment définir l'échec scolaire ?

Trois critères interviennent : retard scolaire et donc nombre de redoublements, évaluations nationales, sorties sans qualification du système. Mais il s'agit d'une notion complexe et polysémique (difficultés d'apprentissage, de comportement, inadéquation des évaluations avec certains types d'élèves...)

En quoi cette notion est une construction de la société ?

Pas de notion d'échec quand même sans satisfaire à ces trois critères les individus s'inséreraient dans le marché du travail. Echec corrélé à la forme scolaire moderne : massification et importance des diplômes.

Quelles causes sont généralement évoquées ?

Trois approches classiques : Causes biologiques et psychologiques (déficits, troubles) ; Théories du handicap socioculturel (déficiences, manques du milieu

familial) ; Théories de la reproduction : l'école a une part de responsabilité de par sa nature sélective et reproductive.

...